



LE GROUPE FINANCIER BANQUE TD PRÉSENTE D'EXCELLENTS RÉSULTATS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE EN RAISON DE SA SOLIDE PERFORMANCE ET D'UN ÉLÉMENT NON RÉCURRENT

Le communiqué de presse qui suit donne un aperçu des résultats financiers de la Banque pour le troisième trimestre et doit être lu avec le rapport de gestion du trimestre. Tous les chiffres sont présentés en dollars canadiens. Pour consulter les résultats financiers, qui comprennent le revenu d'exploitation selon la comptabilité de caisse et le revenu comme présenté, se reporter au tableau de la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque » à la page 2.

Faits saillants financiers du troisième trimestre

- Le revenu dilué par action comme présenté¹ s'est établi à 0,73 \$ par rapport à une perte par action de 0,46 \$ pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2003 et une perte par action de 0,67 \$ il y a un an.
- Le revenu d'exploitation dilué par action selon la comptabilité de caisse² s'est élevé à 0,91 \$ contre une perte par action de 0,26 \$ pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2003 et une perte par action de 0,46 \$ pour la même période de l'exercice précédent.
- Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté pour le trimestre s'est élevé à 17,1 % comparativement à (10,5) % pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2003 et à (13,9) % pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le rendement d'exploitation du total de l'avoir en actions ordinaires selon la comptabilité de caisse pour le trimestre a atteint 21,4 % en regard de (6,0) % pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2003 et de (9,5) % pour le même trimestre du dernier exercice.
- Le revenu net comme présenté s'est établi à 501 millions de dollars pour le trimestre en regard d'une perte nette de 273 millions de dollars pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2003 et une perte nette de 405 millions de dollars pour le même trimestre du dernier exercice.
- Le revenu net d'exploitation selon la comptabilité de caisse s'est dégagé à 620 millions de dollars contre une perte nette de 146 millions de dollars pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2003 et une perte nette de 269 millions de dollars il y a un an.

TORONTO – 28 août 2003 – Le Groupe Financier Banque TD (GFBTD) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2003. Les résultats du trimestre reflètent la croissance marquée des revenus des services bancaires personnels et commerciaux, l'amélioration de la rentabilité de l'entreprise de gestion de patrimoine découlant de l'accroissement des volumes d'opérations ainsi que le progrès soutenu des services bancaires en gros. La Banque a également annoncé une augmentation du dividende trimestriel de 4 cents à 32 cents, en hausse de 14 % par action ordinaire entièrement libérée pour le trimestre terminé le 31 octobre 2003, payable au plus tôt le 31 octobre 2003.

«La croissance des revenus tient de nouveau en grande partie aux services bancaires personnels et commerciaux, et la contribution élevée de l'entreprise de gestion de patrimoine de même que les résultats positifs des services bancaires en gros au cours du trimestre sont encourageants, a affirmé W. Edmund Clark, président et chef de la direction du Groupe Financier Banque TD. Je suis heureux que le conseil d'administration ait décidé d'augmenter le dividende. Cette décision traduit sa confiance en notre capacité de produire des revenus constants et durables». M. Clark a également souligné que le capital de catégorie 1 de la Banque avait

grimpé à 9,7 % pour le trimestre, en hausse en regard de 8,8 % à la fin du dernier trimestre et de 7,7 % à la fin du troisième trimestre de 2002.

«Les excellents résultats du trimestre reflètent la solide performance de nos principales activités, fruit de nos stratégies. Ces résultats comprennent aussi les intérêts sur les remboursements d'impôts (55 millions de dollars avant impôts et taxes) et les autres rajustements d'impôts (13 millions de dollars nets), l'imputation de restructuration finale au titre de TD Waterhouse International (5 millions de dollars) et l'élimination d'une provision sectorielle de 40 millions de dollars avant impôts et taxes», a précisé M. Clark.

Rendement des secteurs d'activité au troisième trimestre

Services bancaires personnels et commerciaux

Les services bancaires personnels et commerciaux de TD Canada Trust ont enregistré des résultats élevés pour le trimestre et maintenu ainsi la croissance exceptionnelle de leurs revenus d'un exercice à l'autre.

«Au cours du trimestre, les volumes de prêts immobiliers garantis ont monté en flèche, a souligné M. Clark. Cette montée est prometteuse compte tenu de la vive concurrence sur le marché actuellement.»

¹ Les résultats comme présentés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR).

² Les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse et les résultats comme présentés figurant dans le présent rapport sont expliqués en détail à la page 2 à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque ».

TD Canada Trust continue de mettre l'accent sur l'amélioration de l'efficacité et la réduction des frais, tout en maintenant un niveau élevé de satisfaction de la clientèle. Au cours du troisième trimestre, la croissance des revenus s'est raffermie et la réduction des frais s'est poursuivie. Ainsi, l'efficacité est passée à 58,3 % contre 60,3 % pour le même trimestre de l'exercice précédent.

La qualité du crédit s'est également accrue au cours du troisième trimestre, particulièrement du côté des prêts personnels. Le recul des pertes sur créances découle en grande partie des gains réalisés après l'intégration et du resserrement des processus de gestion des risques.

Après le trimestre, le GFBTD a annoncé une entente avec la Banque Laurentienne visant l'acquisition de 57 succursales de services de détail de cette banque en Ontario et dans l'ouest du Canada. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, l'entente devrait être conclue d'ici le 31 octobre 2003.

«Cette acquisition nous permet d'accroître le nombre de nos établissements et de raffermir notre présence sur les marchés clés en Ontario et dans l'ouest du Canada, a affirmé M. Clark. L'acquisition devrait avoir une incidence positive mais négligeable sur les revenus du GFBTD au cours de la première année.»

Gestion de patrimoine

Les stratégies de l'entreprise de gestion de patrimoine de la Banque ont continué de porter des fruits au troisième trimestre. En effet, le revenu net est plus de quatre fois et demie supérieur à celui du même trimestre il y a un an. Les efforts de TD Waterhouse visant à mieux rentabiliser chaque opération de courtage à escompte, appuyés par les fortes hausses des volumes d'opérations en Amérique du Nord, ont donné lieu à de meilleurs résultats dans le secteur du courtage à escompte. À l'échelle internationale, TD Waterhouse est en bonne voie d'atteindre le seuil de rentabilité en 2004, ayant enregistré des résultats rentables sur une base annualisée au mois de juillet.

«En Amérique du Nord, les revenus de notre entreprise de courtage à escompte ont augmenté, la ferme croissance des volumes d'opérations au cours du trimestre nous ayant permis d'inscrire d'excellents résultats, particulièrement aux États-Unis, a expliqué M. Clark. Les actifs administrés ont également affiché une hausse notable.»

À l'extérieur de l'Amérique du Nord, le GFBTD est passé de la position d'exploitant à celle d'investisseur minoritaire à Hong Kong et à Singapour pendant le trimestre et a décidé de se retirer des activités de courtage d'actions et de gestion d'actifs en Inde. TD Waterhouse

s'emploie maintenant davantage à exercer ses activités internationales au Royaume-Uni.

«Je suis heureux de l'amélioration soutenue de la rentabilité de toutes nos activités de gestion de patrimoine, a précisé M. Clark. Nous continuerons de tirer parti de nos forces afin d'habiller nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord et au Royaume-Uni à générer une plus grande part de nos revenus futurs.»

Services bancaires en gros

Les services bancaires en gros ont encore progressé dans l'application de leur stratégie consistant à prioriser les principaux clients et produits et à se retirer du portefeuille de prêts secondaires. Le trimestre a été marqué par les résultats solides que nos services de placement ont su dégager de la remontée de la demande de financements et de produits de valeurs mobilières. Les revenus liés aux activités de négociation ont diminué en raison d'une piètre liquidité des produits structurés de valeurs mobilières. Les revenus tirés des prêts ont continué d'être entraînés par la baisse des volumes d'actifs et des activités de couverture.

Aucune provision pour pertes sur créances n'a été constituée pour le portefeuille de prêts importants. Le portefeuille de prêts importants a acheté une protection de crédit de plus de 1,5 milliard de dollars au cours du trimestre à un coût annualisé de 19 millions de dollars. Le portefeuille de prêts secondaires a éliminé des provisions sectorielles de 40 millions de dollars. Les formations de prêts douteux dans le portefeuille de prêts secondaires ont été plus élevées mais sans dépasser le niveau prévu. Le contexte général du crédit s'est considérablement assaini au cours du trimestre.

«Notre stratégie touchant les principales activités suit son cours et j'ai confiance en notre capacité d'atteindre nos prévisions de revenus d'exploitation pour l'exercice, a affirmé M. Clark. Nous avons réduit de façon marquée le profil de risque de nos services bancaires en gros et je suis satisfait du déroulement de notre retrait progressif du portefeuille de prêts secondaires.»

Conclusion

«Au cours du trimestre, nous avons démontré la pertinence de nos stratégies et surtout notre capacité à les mettre en œuvre de manière efficace. Ainsi, nous pouvons offrir à nos actionnaires une valeur encore meilleure et plus durable, a dit M. Clark. Nos principales stratégies d'affaires visent toutes à accroître la valeur pour nos actionnaires, et nous comptons sur elles pour amplifier encore nos revenus au cours des prochains trimestres.»

(Comme présenté le jeudi 28 août 2003.)

Rapport de gestion

Présentation de l'information financière de la Banque

La Banque dresse ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, qui sont présentés aux pages 8 à 15 du présent rapport du troisième trimestre aux actionnaires. La Banque désigne les résultats dressés selon les PCGR comme étant les résultats «comme présentés».

Outre les résultats comme présentés, la Banque utilise les résultats «d'exploitation selon la comptabilité de caisse» pour évaluer chacun

de ses secteurs d'activité et pour comparer sa performance globale aux objectifs fixés. Les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse comprennent les résultats présentés selon les PCGR, en excluant l'incidence d'éléments exceptionnels et des imputations hors caisse liées à l'amortissement des actifs incorporels identifiés des regroupements d'entreprises. Il n'y a pas eu d'éléments exceptionnels au premier, au deuxième et au troisième trimestres de 2003. Le seul élément exceptionnel exclu pour l'exercice 2002 a été le gain à la vente de l'entreprise de tenue de comptes et de garde de fonds communs de

De temps à autre, TD fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales, y compris dans le présent rapport, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux dispositions d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis. Les déclarations prospectives comprennent, entre autres, des déclarations concernant les objectifs de TD et ses stratégies pour les atteindre, les perspectives pour les unités fonctionnelles de TD, ainsi que la performance financière prévue de TD. Les déclarations prospectives se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme «croire», «prévoir», «pouvoir» et les verbes au futur et au conditionnel. Les risques et incertitudes associés à ces déclarations sont de nature générale ou spécifique et peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les déclarations prospectives. Certains des facteurs qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques liés, entre autres, au crédit, aux marchés, aux liquidités, aux taux d'intérêt, à l'exploitation et autres présentés dans le rapport de gestion du présent rapport et d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du Canada et auprès de la SEC; les modifications aux lois ou à la réglementation; le degré de concurrence sur les marchés où TD exerce ses activités, de la part des concurrents établis comme des nouveaux venus; l'évolution de la technologie; les changements aux politiques gouvernementales et économiques, y compris ceux touchant les taux d'intérêt; la santé de l'économie mondiale; la conjoncture des marchés des affaires et des marchés financiers; et la capacité de la direction de prévoir et de gérer les risques associés à ces facteurs et de réaliser les stratégies de TD. Cette liste n'est pas exhaustive. D'autres facteurs peuvent nuire aux résultats de TD. Le lecteur doit examiner ces facteurs et autres attentivement avant de prendre des décisions à l'égard de TD et ne doit pas se fier indûment aux déclarations prospectives de TD. TD n'effectuera pas de mise à jour des déclarations prospectives, écrites ou verbales, qui peuvent être faites de temps à autre par nous ou en notre nom.

placement de la Banque au premier et au troisième trimestres de 2002. La Banque considère que ces éléments exceptionnels sont des opérations ne faisant pas partie de ses activités d'exploitation quotidiennes et n'étant donc pas indicatives des tendances. Les imputations hors caisse de la Banque liées à l'amortissement des actifs incorporels identifiés ont trait à l'acquisition de Canada Trust à l'exercice 2000. L'exclusion des imputations hors caisse liées à l'amortissement des actifs incorporels identifiés par la Banque assure un traitement comparable entre les périodes et un traitement comparable avec l'écart d'acquisition. Par conséquent, la Banque est d'avis que les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse fournissent au lecteur un aperçu de ses résultats permettant une comparaison significative d'une période à l'autre.

La dépréciation de l'écart d'acquisition constatée par la Banque au deuxième trimestre de 2003 relativement à l'unité internationale de son entreprise de gestion de patrimoine et de son secteur américain de négociation d'options sur actions n'a pas été considérée comme un élément exceptionnel à exclure des résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse. Les coûts de restructuration sont examinés par la Banque au cas par cas afin de déterminer s'ils sont réputés être des éléments exceptionnels. Les coûts de restructuration constatés par la Banque au deuxième trimestre de 2003, relativement à l'unité internationale de son entreprise de gestion du patrimoine et de son secteur américain de négociation d'options sur actions, n'ont pas été considérés comme des éléments exceptionnels étant donné qu'ils ont été engagés dans le cadre de la rationalisation des entreprises existantes et non à l'occasion d'une acquisition que la Banque reconnaîtrait normalement comme un élément exceptionnel.

Comme expliqué, les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse diffèrent des résultats présentés selon les PCGR. L'expression «résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse» n'est pas

définie dans les PCGR et, par conséquent, pourrait avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Le tableau ci-dessous présente un rapprochement entre les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse et les résultats comme présentés de la Banque.

Revenu net

Selon la comptabilité de caisse, le revenu net d'exploitation pour le trimestre s'est établi à 620 millions de dollars contre une perte nette d'exploitation de 269 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. Selon la comptabilité de caisse, le revenu d'exploitation de base par action s'est élevé à 0,92 \$ et le revenu d'exploitation dilué par action a atteint 0,91 \$ au cours du trimestre en regard d'une perte d'exploitation par action de 0,46 \$ il y a un an. Selon la comptabilité de caisse, le rendement d'exploitation de l'avoir en actions ordinaires a été de 21,4 % pour le trimestre contre (9,5) % pour la même période du dernier exercice. Le rendement d'exploitation du capital investi selon la comptabilité de caisse a atteint 17,6 % pour le trimestre par rapport à (8,2) % pour le même trimestre en 2002. Le capital investi correspond à l'avoir en actions ordinaires plus le montant cumulé de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels amortis à la date de présentation de l'information financière.

Le revenu net comme présenté s'est dégagé à 501 millions de dollars pour le troisième trimestre comparativement à une perte nette comme présentée de 405 millions de dollars en 2002. Le revenu de base par action comme présenté s'est établi à 0,74 \$ et le revenu dilué par action comme présenté s'est fixé à 0,73 \$ pour le trimestre contre une perte par action comme présentée de 0,67 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le rendement de l'avoir en actions ordinaires comme présenté a atteint 17,1 % pour le trimestre en regard de (13,9) % pour la même période du dernier exercice.

Rapprochement des résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse et des résultats comme présentés

(non vérifié, en millions de dollars)

	<i>Pour les trois mois terminés les</i>		<i>Pour les neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenu d'intérêts net (É.F.)	1 460 \$	1 452 \$	4 405 \$	4 081 \$
Provision pour pertes sur créances	(59)	(1 250)	(269)	(1 975)
Autres revenus	1 193	1 016	3 330	3 835
Frais autres que d'intérêts	(1 697)	(1 641)	(5 807)	(5 119)
Revenu (perte) avant provision pour (économie d') impôts sur les bénéfiques et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	897	(423)	1 659	822
Provision pour (économie d') impôts sur les bénéfiques (É.F.)	254	(167)	636	199
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(23)	(13)	(69)	(48)
Revenu net (perte nette) d'exploitation – comptabilité de caisse	620 \$	(269)\$	954 \$	575 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(21)	(23)	(66)	(70)
Revenu net (perte nette) d'exploitation applicable aux actions ordinaires – comptabilité de caisse	599 \$	(292)\$	888 \$	505 \$
Gain à la vente de l'entreprise de tenue de comptes et de garde de fonds communs de placement, déduction faite des impôts sur les bénéfiques	–	18	–	32
Revenu net (perte nette) applicable aux actions ordinaires – comptabilité de caisse	599	(274)	888	537
Amortissement hors caisse des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfiques	(119)	(154)	(379)	(478)
Revenu net (perte nette) applicable aux actions ordinaires – comme présenté(e)	480 \$	(428)\$	509 \$	59 \$

(en dollars)

Revenu net (perte nette) d'exploitation de base par action ordinaire – comptabilité de caisse	0,92 \$	(0,46)\$	1,37 \$	0,79 \$
Revenu net (perte nette) d'exploitation dilué(e) par action ordinaire – comptabilité de caisse	0,91	(0,46)	1,36	0,78
Revenu net (perte nette) de base par action ordinaire – comme présenté(e)	0,74	(0,67)	0,78	0,09
Revenu net (perte nette) dilué(e) par action ordinaire – comme présenté(e)	0,73	(0,67)	0,78	0,09

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, le revenu net d'exploitation selon la comptabilité de caisse a atteint 954 millions de dollars comparativement à 575 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Selon la comptabilité de caisse, le revenu d'exploitation de base par action s'est dégagé à 1,37 \$ contre 0,79 \$ il y a un an et le revenu d'exploitation dilué par action s'est élevé à 1,36 \$ contre 0,78 \$ il y a un an. Selon la comptabilité de caisse, le rendement d'exploitation du total de l'avoir en actions ordinaires s'est établi à 10,4 % pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 en regard de 5,5 % pour la même période du dernier exercice. Selon la comptabilité de caisse, le rendement d'exploitation du capital investi a été de 8,6 % pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 par rapport à 4,8 % pour la période correspondante de 2002.

Le revenu net comme présenté a monté à 575 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 comparativement à 129 millions de dollars il y a un an. Le revenu de base et dilué par action comme présenté a atteint 0,78 \$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 comparativement à 0,09 \$ pour la même période du dernier exercice. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté s'est élevé à 6,0 % pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 contre 0,6 % pour le trimestre correspondant de 2002.

Le profit économique total de la Banque s'est dégagé à 227 millions de dollars au troisième trimestre de 2003 en regard d'une perte économique de 692 millions de dollars pour le même trimestre du dernier exercice. La perte économique totale de la Banque pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 a été de 234 millions de dollars alors qu'une perte économique totale de 675 millions de dollars avait été enregistrée pour la même période de l'exercice précédent. La Banque recourt au profit économique comme outil de mesure de la création de valeur pour les actionnaires. Le profit (la perte) économique représente le revenu net (la perte nette) d'exploitation de base selon la comptabilité de caisse applicable aux actions ordinaires, compte tenu d'une imputation au titre du capital investi.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net est établi en équivalence fiscale (É.F.), ce qui signifie que la valeur du revenu non imposable ou exonéré d'impôts et de taxes comme les dividendes est rajustée à sa valeur avant impôts et taxes. Le revenu d'intérêts net (É.F.) a été de 1 460 millions de dollars au cours du trimestre, soit une hausse d'un exercice à l'autre de 8 millions de dollars ou 1 %. L'augmentation se rapporte aux revenus d'intérêts tirés des remboursements d'impôts sur les bénéfices et à la baisse des rajustements relatifs aux titrisations. En outre, la progression du revenu d'intérêts net tient en partie aux services bancaires personnels et commerciaux dont les volumes de prêts personnels, à l'exclusion des titrisations, ont fait un bond de 4 milliards de dollars en regard d'il y a un an. Ces hausses ont été quelque peu contrebalancées par un recul du revenu d'intérêts net des services bancaires en gros provoqué par la diminution du revenu d'intérêts tiré des activités de négociation et par la baisse des actifs liés aux prêts pendant le trimestre. Le revenu d'intérêts net, compte non tenu du rajustement selon l'É.F., a atteint 1 402 millions de dollars au cours du trimestre, en baisse de 2 millions de dollars d'un exercice à l'autre.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, le revenu d'intérêts net (É.F.) s'est élevé à 4 405 millions de dollars, un saut de 324 millions de dollars ou 8 % par rapport à il y a un an. La hausse du revenu d'intérêts net est attribuable au revenu d'intérêts provenant des remboursements d'impôts sur les bénéfices et à la diminution des rajustements relatifs aux titrisations. En outre, la hausse découle de l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation exercées par les services bancaires en gros, en partie contrebalancé par la chute du revenu d'intérêts net produit par les activités autres que de négociation qui a été entraînée par une baisse des actifs. Le revenu d'intérêts net, compte non tenu du rajustement selon l'É.F., pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 a été de 4 237 millions de dollars, soit une augmentation de 325 millions de dollars comparativement à la même période de l'exercice précédent.

Autres revenus

Les autres revenus d'exploitation selon la comptabilité de caisse se sont dégagés à 1 193 millions de dollars pour le trimestre, un saut de 177 millions de dollars ou 17 % en regard d'il y a un an, compte non tenu du gain exceptionnel à la vente de l'entreprise de garde de la Banque au troisième trimestre de 2002. Au cours du troisième

trimestre de 2002, la Banque a vendu son entreprise de garde et inscrit un gain avant impôts et taxes de 22 millions de dollars. La Banque a exclu ce gain exceptionnel de l'analyse de sa performance, car il ne s'agit pas d'un élément récurrent. Les autres revenus comme présentés ont atteint 1 193 millions de dollars pour le trimestre, soit une montée de 155 millions de dollars ou 15 % par rapport à la même période du dernier exercice.

Au cours du trimestre, le revenu de négociation présenté dans les autres revenus a fait un bond de 54 millions de dollars en regard du même trimestre de 2002, tandis que le revenu lié aux activités de négociation exercées par les services bancaires en gros, soit le total du revenu de négociation présenté dans les autres revenus et du revenu d'intérêts net sur les positions de négociation présenté dans le revenu d'intérêts net, s'est dégagé à 204 millions de dollars pour le trimestre, en baisse de 14 millions de dollars ou 6 % par rapport à il y a un an. Le repli en regard du dernier exercice tient surtout au recul du revenu de négociation des produits structurés de valeurs mobilières. Le portefeuille de valeurs du compte de placement a réalisé des gains nets de 18 millions de dollars pour le trimestre, contre des pertes de 8 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent, en raison de la baisse des dépréciations. Dans l'ensemble, le portefeuille de valeurs du compte de placement continue d'afficher un excédent de 354 millions de dollars par rapport à sa valeur comptable contre 228 millions de dollars à la fin de 2002. Les commissions de prise ferme ont grimpé de 26 millions de dollars ou 53 % en regard du même trimestre du dernier exercice, reflet de la recrudescence des activités de prise ferme liées aux actions et titres à revenu fixe. De plus, la croissance des autres revenus découle de la hausse des honoraires et commissions de courtage à escompte qui ont monté de 25 millions de dollars ou 11 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation résulte d'une hausse de 15 % de la moyenne des opérations par jour, soit de 96 000 il y a un an à 110 000. Les revenus sur cartes et les frais de service ont fait un bond de 27 millions de dollars ou 13 % en regard d'il y a un an et les revenus tirés des assurances ont progressé de 17 millions de dollars ou 18 %.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, les autres revenus ont atteint 3 330 millions de dollars, en baisse de 505 millions de dollars ou 13 % comparativement à la même période du dernier exercice, compte non tenu du gain exceptionnel à la vente de l'entreprise de tenue de comptes et de garde de fonds communs de placement au premier et au troisième trimestres de 2002. Au cours des premier et troisième trimestres de 2002, la Banque a vendu son entreprise de tenue de comptes et de garde de fonds communs de placement et inscrit un gain avant impôts et taxes de respectivement 18 millions de dollars et 22 millions de dollars. La Banque n'a pas tenu compte de ces gains exceptionnels dans l'analyse de sa performance, car il s'agit d'événements non récurrents. Les autres revenus comme présentés se sont élevés à 3 330 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, soit une diminution de 545 millions de dollars ou 14 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, le revenu de négociation présenté dans les autres revenus a reculé de 339 millions de dollars ou 73 % par rapport à il y a un an, tandis que le revenu lié aux activités de négociation des services bancaires en gros s'est dégagé à 912 millions de dollars pour la période, soit un déclin de 111 millions de dollars ou 11 % en regard d'il y a un an. La régression reflète un ralentissement des activités sur les marchés pour tous les produits de valeurs mobilières ou portant intérêt comparativement à la même période du dernier exercice. Le portefeuille de valeurs du compte de placement n'a pas réalisé de gain net ni subi de perte nette pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 alors qu'il avait dégagé des gains de 40 millions de dollars il y a un an. La baisse est principalement attribuable aux conditions du marché. Le recul des autres revenus pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 reflète également un fléchissement de 26 millions de dollars ou 4 % des commissions et honoraires dans le secteur du courtage à escompte ainsi qu'un repli de 20 millions de dollars ou 5 % du revenu tiré de la gestion des fonds communs de placement. Des dépréciations de 39 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2003, générées par des pertes de valeur autres que temporaires subies dans certaines coentreprises internationales de gestion de patrimoine, ont également joué un rôle dans la baisse des autres revenus. L'augmentation de 59 millions

de dollars ou 9 % d'un exercice à l'autre des revenus sur cartes et des frais de service ainsi que la progression de 26 millions de dollars ou 9 % des revenus tirés des assurances par rapport à il y a un an ont quelque peu contrebalancé la diminution des autres revenus.

Frais autres que d'intérêts

Le total des frais d'exploitation selon la comptabilité de caisse pour le trimestre a grimpé de 56 millions de dollars pour atteindre 1 697 millions de dollars en regard de la même période du dernier exercice. Cette poussée des frais tient surtout aux charges liées à la rémunération variable de l'effectif des services bancaires en gros par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les frais d'exploitation selon la comptabilité de caisse ne tiennent pas compte de l'amortissement hors caisse des actifs incorporels identifiés. Les frais comme présentés ont monté de 1 million de dollars en regard d'il y a un an pour s'établir à 1 883 millions de dollars. Au troisième trimestre de 2003, l'incidence de l'amortissement hors caisse des actifs incorporels identifiés sur les frais comme présentés de la Banque a été de 186 millions de dollars contre 241 millions de dollars pour la même période du dernier exercice. Depuis le début de l'exercice 2003, la Banque utilise la méthode de comptabilisation à la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions et a constaté une charge de 2 millions de dollars à ce titre au cours du trimestre.

Selon la comptabilité de caisse, l'efficacité d'exploitation globale de la Banque s'est améliorée pour se fixer à 64,0 % au cours du trimestre contre 66,5 % il y a un an. L'efficacité consolidée oscille en fonction des variations de la composition des affaires de la Banque. L'efficacité est considérée comme une mesure plus pertinente pour les services bancaires personnels et commerciaux dont le ratio, compte non tenu de l'amortissement des actifs incorporels, s'est établi à 58,3 % pour le trimestre contre 60,3 % pour le même trimestre en 2002. Au cours du trimestre, la méthode utilisée pour calculer l'efficacité des services bancaires personnels et commerciaux a été modifiée afin de tenir compte dorénavant des coûts du financement de l'acquisition de Canada Trust. L'efficacité globale comme présentée de la Banque s'est améliorée pour s'établir à 72,6 % contre 77,1 % il y a un an.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, les frais d'exploitation selon la comptabilité de caisse ont atteint 5 807 millions de dollars, soit 688 millions de dollars de plus qu'à la même période de l'exercice précédent. L'augmentation des frais est principalement attribuable à la réduction de valeur de 624 millions de dollars de l'écart d'acquisition constatée au deuxième trimestre de 2003 pour l'unité internationale de l'entreprise de gestion de patrimoine de la Banque et son secteur américain de négociation d'options sur actions des services bancaires en gros. Au cours du deuxième trimestre de 2003, la Banque a réévalué l'écart d'acquisition attribué à ces activités et a déterminé qu'une dépréciation s'était produite. En outre, pendant le deuxième trimestre de 2003, la Banque a décidé qu'il était nécessaire de restructurer ces activités et, par conséquent, a inscrit des coûts de restructuration de 87 millions de dollars au deuxième trimestre et de 5 millions de dollars au troisième trimestre de 2003. Les frais comme présentés ont fait un bond de 513 millions de dollars en regard d'il y a un an pour s'établir à 6 404 millions de dollars. L'incidence de l'amortissement hors caisse des actifs incorporels identifiés sur les frais comme présentés de la Banque pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 a atteint 597 millions de dollars contre 772 millions de dollars pour la même période du dernier exercice. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, les frais liés aux options sur actions compris dans les frais autres que d'intérêts ont été de 7 millions de dollars. Selon la comptabilité de caisse, l'efficacité d'exploitation globale de la Banque pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 a glissé à 75,1 % contre 64,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'efficacité globale de la Banque comme présentée pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 a faibli à 84,6 % contre 75,7 % il y a un an.

Impôts et taxes

Selon la comptabilité de caisse, le taux d'imposition réel d'exploitation de la Banque, en équivalence fiscale, a atteint 28,3 % pour le trimestre en regard de 39,5 % pour le même trimestre du dernier exercice. Cet écart provient d'une variation dans la composition des affaires de la Banque, de la réduction des taux d'imposition prévus par la loi et des rajustements d'impôts au cours du trimestre. Le taux d'imposition réel comme présenté a été de 19,8 % pour le trimestre en regard de 43,2 % il y a un an.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, le taux d'imposition réel d'exploitation de la Banque selon la comptabilité de caisse, en équivalence fiscale, s'est ressenti des dépréciations des écarts d'acquisition et des coentreprises enregistrées au deuxième trimestre de 2003. Étant donné que certaines parties de ces dépréciations ne sont pas touchées par les impôts et taxes aux fins de la présentation de l'information financière, la provision pour impôts sur les bénéfices en pourcentage du revenu avant impôts et taxes n'est pas considérée comme une mesure pertinente pour cette période.

Bilan

Les actifs totalisaient 302 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre, soit 24 milliards de dollars ou 9 % de plus qu'au 31 octobre 2002. Les volumes accrus des valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension et des valeurs du compte de négociation ont représenté respectivement 14 milliards de dollars et 12 milliards de dollars de l'augmentation des actifs. Comparativement à la fin de l'exercice, les prêts personnels, y compris les titrisations, ont grimpé de 4 milliards de dollars pour s'établir à 47 milliards de dollars. À la fin du troisième trimestre, les prêts hypothécaires résidentiels, y compris les titrisations, ont fait un bond de 3 milliards de dollars pour atteindre 70 milliards de dollars en regard de la fin de l'exercice. Les actifs titrisés hors bilan générés par la Banque se sont élevés à 18 milliards de dollars par rapport à 15 milliards de dollars au 31 octobre 2002.

Les dépôts de gros ont progressé de 3 milliards de dollars et les valeurs vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat ont augmenté de 8 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2002. Les dépôts personnels sans terme ont grimpé de 2 milliards de dollars et les dépôts personnels à terme ont avancé de 1 milliard de dollars en regard du 31 octobre 2002 pour atteindre respectivement 53 milliards de dollars et 51 milliards de dollars.

Gestion des risques

Risque de crédit et provision pour pertes sur créances

Au cours du trimestre, la Banque a passé en charges 59 millions de dollars au moyen de la provision pour pertes sur créances contre 1 250 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. Les charges provisionnées au cours du trimestre se rapportaient surtout aux services bancaires personnels et commerciaux, et 40 millions de dollars ont été contrepassés au titre des provisions globales sectorielles établies précédemment pour le portefeuille de prêts secondaires des services bancaires en gros. En outre, la Banque a viré 95 millions de dollars des provisions globales sectorielles aux provisions globales spécifiques. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, la Banque a passé en charges 269 millions de dollars au moyen de la provision pour pertes sur créances en regard de 1 975 millions de dollars il y a un an. Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2003, la Banque a viré 501 millions de dollars des provisions globales sectorielles aux provisions globales spécifiques. Le total de la provision globale pour pertes sur créances (provisions globales spécifiques, générales et sectorielles) dépassait les prêts douteux bruts de 643 millions de dollars à la fin du trimestre par rapport à 975 millions de dollars au 31 octobre 2002.

Risque de taux d'intérêt

La Banque gère le risque de taux d'intérêt afin d'obtenir des revenus stables et prévisibles au fil du temps. À cette fin, la Banque a adopté une méthode de «couverture intégrale» pour la gestion de la rentabilité de ses positions d'actif et de passif. Les principaux aspects de cette méthode sont les suivants :

- contrer l'incidence du risque de taux d'intérêt sur le revenu d'intérêts net et la valeur économique des services bancaires personnels et commerciaux;
- mesurer la contribution de chaque produit compte tenu du risque et d'une couverture intégrale, y compris pour l'incidence des options financières accordées aux clients.

Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Banque utilise des instruments financiers dérivés, des instruments de gros et d'autres solutions du marché financier, ainsi que des stratégies de fixation de prix, mais dans une moindre mesure. Au 31 juillet 2003, une hausse immédiate et maintenue de 100 points de base des taux aurait réduit de 33 millions de dollars après impôts et taxes la valeur économique de l'avoir des actionnaires.

Risque de liquidité

La Banque détient un montant suffisant de liquidités pour financer ses obligations qui deviennent exigibles telles qu'elles sont mesurées dans le cadre normal des activités tout comme dans le cadre de différents scénarios de contraintes, avec un scénario de base définissant le montant minimal requis devant être détenu en tout temps. Ce scénario prévoit la couverture de la totalité de nos titres de créances de gros non garantis venant à échéance ainsi que d'autres retraits possibles de dépôts et engagements éventuels pour un minimum de 30 jours. Au 31 juillet 2003, notre position d'actifs liquides excédentaires consolidés en vertu du scénario de base à 30 jours s'établissait à 15,6 milliards de dollars canadiens, comparativement à 5,5 milliards de dollars au 31 octobre 2002. La Banque s'assure qu'elle a suffisamment de fonds disponibles pour respecter ses obligations en gérant ses flux de trésorerie et en détenant des actifs très liquides en dollars canadiens et américains ainsi que dans d'autres devises qui peuvent être facilement converties en espèces. La Banque gère les liquidités à l'échelle mondiale, assurant une gestion prudente du risque de liquidité dans toutes ses activités. Outre une grande réserve de dépôts stables de détail et commerciaux, la Banque a un programme de financement de gros actif, y compris la titrisation des actifs. Ce financement est très diversifié quant à la provenance, au type, à la monnaie et à l'emplacement géographique.

Risque de marché

La Banque gère le risque de marché dans ses comptes de négociation en utilisant plusieurs contrôles clés. La politique des risques de marché de la Banque fixe des limites précises pour chaque activité de négociation, y compris la valeur à risque, les scénarios de contraintes, les limites d'ordre stop, et les limites de sensibilité des profits et pertes à divers facteurs du marché. Les contrôles de politique sont accrus par une surveillance active effectuée par le personnel indépendant responsable du risque de marché et par la soumission de fréquents rapports à la direction. La valeur à risque est un seuil de perte statistique qui ne doit pas être dépassé en moyenne plus d'une fois par 100 jours. Elle sert aussi à calculer le capital réglementaire pour le risque de marché. Le tableau ci-dessous présente l'utilisation de la valeur à risque moyenne et de fin de trimestre pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 juillet 2003, ainsi que les moyennes de l'exercice 2002. La Banque révérifie sa valeur à risque en la comparant au revenu de négociation net quotidien. Pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 juillet 2003, le revenu de négociation net quotidien a été positif respectivement pour 95,5 % et 97,4 % des jours de négociation. Les pertes n'ont jamais dépassé la valeur à risque statistiquement prévue de la Banque pour le total de nos activités de négociation.

Utilisation de la valeur à risque – Services bancaires en gros

	<i>Pour les trois mois terminés le</i>	<i>Pour les trois mois terminés le</i>	<i>Pour les neuf mois terminés le</i>	<i>Pour les douze mois terminés le</i>
	31 juillet 2003 À cette date	31 juillet 2003 Moyenne	31 juillet 2003 Moyenne	31 octobre 2002 Moyenne
(en millions de dollars)				
Risque de taux d'intérêt	(19,5) \$	(19,2) \$	(17,2) \$	(17,5) \$
Risque sur actions	(4,9)	(7,5)	(7,2)	(11,1)
Risque de change	(2,7)	(3,3)	(3,3)	(2,1)
Risque sur marchandises	(1,1)	(0,9)	(0,8)	(0,4)
Effet de diversification	10,2	12,0	10,6	10,4
Valeur globale à risque	(18,0) \$	(18,9) \$	(17,9) \$	(20,7) \$

Capital

Au 31 juillet 2003, le ratio du capital de catégorie 1 de la Banque était de 9,7 % contre 8,1 % au 31 octobre 2002. L'actif pondéré en fonction des risques a diminué de 7 milliards de dollars ou 5,5 % par rapport à la fin de l'exercice. En outre, le capital de catégorie 1 s'est accru de 1 milliard de dollars ou 13,4 % en regard du 31 octobre 2002, ce qui a amélioré notre ratio du capital de catégorie 1. De plus, le total du capital a augmenté de 2 milliards de dollars ou 13,4 % comparativement à la fin de l'exercice.

Au cours du trimestre, la Banque a racheté 175 millions de dollars US d'actions privilégiées de catégorie A, série G. Au cours du deuxième trimestre de 2003, elle avait racheté 150 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie A, série K et 50 millions de dollars US d'actions privilégiées de catégorie A, série L et émis 350 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie A, série M et 200 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie A, série N.

Rapport de gestion des entreprises de TD

L'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des entreprises suivantes : Services bancaires personnels et commerciaux, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine. Les résultats de chaque entreprise reflètent les revenus, les frais, les actifs et les passifs tirés des activités de l'entreprise. La Banque mesure et évalue le rendement de chaque entreprise en fonction du revenu net, du rendement du capital investi et du profit économique selon la comptabilité de caisse. Les résultats selon la comptabilité de caisse excluent les imputations hors caisse liées à l'amortissement des actifs incorporels identifiés provenant des regroupements d'entreprises. Les résultats comprenant des éléments exceptionnels et l'amortissement des actifs incorporels identifiés pour la Banque sont traités à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque » du Rapport de gestion à la page 2. Pour plus de détails, se reporter à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires de la Banque.

Services bancaires personnels et commerciaux

Le revenu net selon la comptabilité de caisse pour le troisième trimestre s'est élevé à 335 millions de dollars, soit une hausse notable de 53 millions de dollars ou 19 % en regard du même trimestre de 2002. Cette hausse découle d'un écart de plus de trois points de pourcentage entre la croissance des revenus et celle des frais ainsi que de la baisse des pertes sur créances. L'accroissement du revenu net et l'augmentation modeste de 3 % du capital investi ont entraîné une montée du rendement du capital investi selon la comptabilité de caisse de 16,7 % il y a un an à 19,3 % pour le trimestre. Le profit économique a également fait un bond de 63 millions de dollars en regard de la période correspondante du dernier exercice pour s'établir à 174 millions de dollars pour le trimestre.

La croissance des revenus des services bancaires personnels et commerciaux a été soutenue au cours de l'exercice. Au cours du trimestre, la croissance a été de 39 millions de dollars ou 3 % supérieure à celle du même trimestre de 2002, comparativement à 2 % au deuxième trimestre et 1 % au premier trimestre. Cette poussée tient à l'augmentation marquée des volumes de prêts et de dépôts, à la montée des revenus tirés des assurances et à l'accroissement des honoraires sur les opérations, contrebalancés en partie par la diminution des marges et le fléchissement des ventes en succursales des produits de l'entreprise de gestion de patrimoine. Le volume des prêts personnels, y compris les titrisations, a grimpé de 7 milliards de dollars ou 7 %, surtout en raison des prêts immobiliers garantis, et le volume des dépôts personnels a avancé de 3 milliards de dollars ou 4 %. Les dépôts des entreprises ont eu un essor de 3 milliards de dollars ou 13 %, et les primes brutes d'assurance souscrites se sont raffermissées de 83 millions de dollars ou 28 %. Par contre, les prêts aux entreprises et les acceptations ont régressé de 1 milliard de dollars ou 6 %. Les marges ont rétréci par suite de l'incidence du contexte de faibles taux d'intérêt sur les marges sur dépôts et des pressions exercées par la concurrence, particulièrement au titre des prêts hypothécaires et des comptes d'épargne.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre a été amoindrie de 27 millions de dollars ou 20 % par rapport à il y a un an, étant donné l'amélioration de la qualité du crédit et la baisse des pertes des portefeuilles de prêts personnels et de prêts aux petites entreprises. La provision pour pertes sur créances en pourcentage du volume des prêts (annualisé) a diminué de 0,43 % il y a un an à 0,33 % pour le trimestre.

Les frais selon la comptabilité de caisse ont glissé de 6 millions de dollars ou 1 % par rapport au même trimestre de 2002. Les synergies obtenues de l'amélioration des processus et des fusions de succursales ont contribué au retranchement d'un nombre moyen global de 1 650 employés en équivalent temps plein, soit 6 % du personnel, en regard d'il y a un an. Ces économies de personnel ont été contrebalancées en partie par l'accroissement des salaires et des indemnités de départ ainsi que par les coûts directs liés à la fermeture des succursales dans les magasins Wal-Mart prévue au quatrième trimestre. Les progrès réalisés vers l'atteinte des efficacités d'exploitation se traduisent par l'amélioration de l'efficacité selon la comptabilité de caisse qui s'est élevée à 58,3 % au cours du trimestre, soit deux points de pourcentage de mieux qu'au même trimestre du dernier exercice.

La compression des marges demeure un risque pour l'avenir prévisible étant donné les perspectives quant aux taux d'intérêt à court terme et les pressions continues exercées par la concurrence. En outre, les pertes sur prêts commerciaux pourraient augmenter en raison de la valeur élevée du dollar canadien par rapport au dollar américain. Nous visons toujours à stimuler activement les revenus des services bancaires personnels et commerciaux. Par conséquent, nous continuerons de prioriser la compression raisonnable des frais en investissant dans des efficacités d'exploitation et en étudiant des investissements stratégiques qui feraient croître le nombre de nos établissements. La récente entente de principe visant à acquérir 57 succursales de la Banque Laurentienne représente une importante occasion d'expansion et de raffermissement de notre présence en Ontario et dans l'ouest du Canada. L'entente prévoit l'acquisition des succursales de services de détail et d'un portefeuille de prêts valant quelque 2,0 milliards de dollars et d'un portefeuille de dépôts évalué à environ 1,9 milliard de dollars, soit une prime de 112,5 millions de dollars sur la valeur liquidative. Sous réserve des approbations des organismes de réglementation, l'opération devrait être conclue le 31 octobre 2003.

Services bancaires en gros

Les services bancaires en gros ont enregistré une solide performance au troisième trimestre, le revenu net selon la comptabilité de caisse s'étant établi à 172 millions de dollars. Pour le deuxième trimestre de 2003, les services bancaires en gros avaient présenté une perte nette de 120 millions de dollars, y compris les coûts de restructuration et les imputations à l'égard de la dépréciation de l'écart d'acquisition lié au secteur américain de négociation d'options sur actions, ce qui avait donné lieu à une imputation avant impôts et taxes de 422 millions de dollars (289 millions de dollars après impôts et taxes). Au troisième trimestre de 2002, les services bancaires en gros avaient présenté une perte nette de 542 millions de dollars surtout par suite de la constitution de provisions de 1 132 millions de dollars pour pertes sur créances. Le rendement du capital investi selon la comptabilité de caisse pour le trimestre a atteint 16,8 % contre (51,8) % pour le même trimestre de 2002. Le profit économique du trimestre a atteint 37 millions de dollars par rapport à (674) millions de dollars pour la période correspondante du dernier exercice.

Les revenus des services bancaires en gros sont principalement tirés des prêts aux grandes entreprises, des marchés financiers et des activités d'investissement. Le total des revenus pour le trimestre s'est élevé à 547 millions de dollars contre 531 millions de dollars il y a un an. Les revenus tirés des prêts ont décliné comparativement au même trimestre de 2002, reflet de la réduction des actifs et de la hausse des coûts d'achat d'une protection de crédit. Ce résultat correspond à notre stratégie visant à réduire le capital déployé et les risques courus dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises. L'augmentation des revenus sur les marchés financiers d'un exercice à l'autre, soit les services de consultation, de prise ferme, de négociation, de facilitation et d'exécution, a plus qu'annulé le repli des revenus tirés des prêts. Les revenus provenant de la prise ferme d'actions ont grimpé par suite du regain des activités sur le marché. Les revenus liés à la négociation de dérivés de crédit et de taux d'intérêt se sont améliorés en raison de l'intensification des activités des clients et de la stabilité accrue des marchés des capitaux d'emprunt. Cette amélioration a été contrebalancée en partie par la baisse des revenus de négociation des produits structurés de valeurs mobilières. Les revenus provenant des activités d'investissement sont demeurés relativement au même niveau d'un exercice à l'autre, l'augmentation des gains sur valeurs mobilières ayant été neutralisée par le fléchissement des actifs et des rendements.

Les services bancaires en gros ont abaissé de 40 millions de dollars les provisions sectorielles établies pour le portefeuille de prêts secondaires. Aucune provision pour pertes sur créances n'a été constituée pour le portefeuille de prêts importants au cours du trimestre. La qualité du crédit du portefeuille de prêts importants est toujours élevée, tous les prêts étant productifs. Au troisième trimestre de 2002, les services bancaires en gros avaient instauré des provisions pour pertes sur créances de 1 132 millions de dollars. Ce montant comprenait des provisions sectorielles pour pertes sur prêts de 850 millions de dollars.

Les frais autres que d'intérêts ont grimpé à 317 millions de dollars contre 248 millions de dollars il y a un an. Cette augmentation est attribuable à une réduction marquée de la rémunération variable de l'effectif au troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison des importantes provisions pour pertes sur créances constituées au cours du trimestre.

Nous avons marqué des progrès notables dans la gestion du portefeuille de prêts secondaires. En effet, les prêts impayés ont été ramenés de 11,2 milliards de dollars au 31 octobre 2002 à 6,2 milliards de dollars au

31 juillet 2003. La provision sectorielle a baissé de 135 millions de dollars au cours du trimestre par suite du transfert d'une tranche de 95 millions de dollars pour établir des réserves spécifiques et de la diminution de 40 millions de dollars de la provision sectorielle.

Dans l'ensemble, les services bancaires en gros ont enregistré une performance solide au troisième trimestre. Malgré les conditions du marché toujours difficiles, les marchés et les grandes entreprises ont connu en général un regain d'activité en raison d'un certain apaisement des incertitudes géopolitiques.

Gestion de patrimoine

Le revenu net selon la comptabilité de caisse de l'entreprise de gestion de patrimoine pour le troisième trimestre a atteint 82 millions de dollars, en hausse de 381 millions de dollars en regard du deuxième trimestre et de 64 millions de dollars en regard d'il y a un an. Les résultats du deuxième trimestre comportaient des réductions de valeur avant impôts et taxes de 334 millions de dollars et les coûts de restructuration de TD Waterhouse International (328 millions de dollars après impôts et taxes). Le revenu net selon la comptabilité de caisse en Amérique du Nord a été de 88 millions de dollars, soit un progrès de 43 millions de dollars ou 93 % par rapport au deuxième trimestre et un essor de 42 millions de dollars ou 91 % sur la même période du dernier exercice. Les résultats en Amérique du Nord ont bénéficié du sursaut des activités de négociation découlant de la confiance accrue des investisseurs. Ils ont toutefois été contrebalancés par l'effet du taux de change. La perte nette des unités internationales a atteint 6 millions de dollars, y compris les frais de restructuration au Royaume-Uni de 5 millions de dollars. Le rendement du capital investi selon la comptabilité de caisse pour le trimestre s'est dégagé à 11,1 % contre 2,1 % il y a un an. La perte économique du trimestre a été de 6 millions de dollars contre 87 millions de dollars pour le même trimestre de 2002.

Le revenu selon la comptabilité de caisse a augmenté de 60 millions de dollars ou 11 % par rapport à il y a un an pour atteindre 584 millions de dollars, et a grimpé de 136 millions de dollars ou 30 % en regard du trimestre précédent. Les revenus du deuxième trimestre englobaient une perte de 39 millions de dollars attribuable aux réductions de valeur constatées pour les coentreprises de TD Waterhouse International. Le reste de l'augmentation tient surtout à l'intensification des activités de négociation dans le secteur du courtage à escompte, les opérations par jour ayant fait un bond de 15 % en regard d'il y a un an et de 40 % comparativement au deuxième trimestre. Les résultats du trimestre ont également bénéficié de la restructuration des unités internationales de TD Waterhouse, commencée en 2002.

Les frais selon la comptabilité de caisse ont été de 465 millions de dollars au troisième trimestre, en baisse de 261 millions de dollars en regard du trimestre précédent et de 15 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2002. Les résultats du deuxième trimestre comportaient des imputations à l'égard de la dépréciation de l'écart d'acquisition et les frais de restructuration de 295 millions de dollars de TD Waterhouse International. Les frais relatifs aux activités en Amérique du Nord ont reculé de 7 millions de dollars en regard d'il y a un an, par suite du resserrement du coût de base des activités en raison des initiatives de compression des coûts et de l'effet du taux de change, et ont grimpé de 38 millions de dollars comparativement au deuxième trimestre, sous l'effet des radiations des frais liés aux locaux et à l'équipement de TD Waterhouse et de la montée des coûts des activités de négociation.

Les actifs gérés ont totalisé 113 milliards de dollars, en hausse de 3 milliards de dollars en regard du deuxième trimestre et de 1 milliard de dollars par rapport au 31 octobre 2002 par suite du raffermissement des marchés financiers. Les actifs administrés s'établissaient à 259 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre, représentant une croissance de 25 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2002.

Après la fin du trimestre, les volumes d'opérations se sont repliés. Cependant, nous avons confiance qu'une fois que les mois d'été, habituellement plus calmes, seront du passé, les marchés se réactiveront, soit dès septembre. L'entreprise de gestion de patrimoine continue de se concentrer sur la gestion des coûts. Ainsi, elle pourra rapidement contribuer positivement aux résultats de la Banque au fur et à mesure de la reprise des activités sur le marché.

Siège social

Le secteur du siège social comprend la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, certains gains à la cession d'entreprises, les placements immobiliers, l'incidence des titrisations, la gestion de trésorerie, les provisions générales pour pertes sur créances, certains rajustements selon l'équivalence fiscale, les économies fiscales au niveau de l'entreprise et les revenus et frais résiduels non répartis.

Au cours du trimestre, le secteur du siège social a inscrit un revenu net d'exploitation selon la comptabilité de caisse de 31 millions de dollars, compte tenu des revenus d'intérêts gagnés sur les remboursements d'impôts sur les bénéfices de 35 millions de dollars après impôts et taxes, du gain de titrisation de 11 millions de dollars après impôts et taxes et des recouvrements d'impôts de 13 millions de dollars. Ce revenu a été contrebalancé par les coûts liés aux activités de trésorerie nettes et les revenus, frais et impôts et taxes nets non répartis. Les résultats du troisième trimestre de 2002 englobaient un gain exceptionnel de 18 millions de dollars après impôts et taxes relatif à la vente de l'entreprise de garde de la Banque.

États consolidés intermédiaires des résultats

(non vérifié, en millions de dollars)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenu d'intérêts				
Prêts	1 962 \$	2 006 \$	5 793 \$	5 798 \$
Valeurs mobilières	819	892	2 609	2 797
Dépôts à des banques	59	43	141	91
	2 840	2 941	8 543	8 686
Frais d'intérêts				
Dépôts	1 052	1 187	3 240	3 565
Effets et débentures subordonnés	59	50	165	145
Autres obligations	327	300	901	1 064
	1 438	1 537	4 306	4 774
Revenu d'intérêts net	1 402	1 404	4 237	3 912
Provision pour pertes sur créances	59	1 250	269	1 975
Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur créances	1 343	154	3 968	1 937
Autres revenus				
Revenus sur services de placement et de valeurs mobilières	579	522	1 565	1 625
Commissions sur crédit	113	100	331	337
Gains nets (pertes nettes) sur valeurs du compte de placement	18	(8)	–	40
Revenu (perte) de négociation	(19)	(73)	126	465
Frais de service	168	151	476	439
Titrisations de prêts	60	63	161	165
Revenu sur cartes	74	64	205	183
Assurances	112	95	301	275
Honoraires de fiducie	19	18	55	58
Gain à la vente de l'entreprise de tenue de comptes et de garde de fonds communs de placement	–	22	–	40
Réduction de valeur du placement dans les coentreprises	–	–	(39)	–
Divers	69	84	149	248
	1 193	1 038	3 330	3 875
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 536	1 192	7 298	5 812
Frais autres que d'intérêts				
Salaires et avantages sociaux	959	868	2 817	2 764
Frais d'occupation des locaux, amortissement compris	178	154	483	451
Frais de matériel et mobilier, amortissement compris	150	172	473	490
Amortissement des actifs incorporels	186	241	597	772
Coûts de restructuration (note 7)	5	–	92	–
Dépréciation de l'écart d'acquisition (note 8)	–	–	624	–
Divers	405	447	1 318	1 414
	1 883	1 882	6 404	5 891
Revenu (perte) avant provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices	653	(690)	894	(79)
Provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices	129	(298)	250	(256)
Revenu net (perte nette) avant part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	524	(392)	644	177
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	23	13	69	48
Revenu net (perte nette)	501	(405)	575	129
Dividendes sur actions privilégiées	21	23	66	70
Revenu net (perte nette) applicable aux actions ordinaires	480 \$	(428)\$	509 \$	59 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (<i>en millions</i>)				
De base	651,3	641,5	648,5	640,3
Dilué	655,3	646,6	652,4	646,8
Revenu (perte) par action ordinaire				
De base	0,74 \$	(0,67)\$	0,78 \$	0,09 \$
Dilué(e)	0,73	(0,67)	0,78	0,09

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice en cours.

Bilans consolidés intermédiaires

(non vérifié, en millions de dollars)

	<i>Aux</i>	
	31 juillet 2003	31 octobre 2002
Actif		
Liquidités		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	1 548 \$	1 902 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 265	4 636
	7 813	6 538
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension		
	26 643	13 060
Valeurs mobilières		
Compte de placement	28 359	28 802
Compte de négociation	65 000	53 395
	93 359	82 197
Prêts (déduction faite de la provision globale pour pertes sur créances)		
Prêts hypothécaires résidentiels	53 667	52 784
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	39 869	36 332
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	26 542	33 511
	120 078	122 627
Divers		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 030	7 719
Réévaluation des instruments dérivés de négociation à la valeur du marché	27 767	25 739
Actifs incorporels	2 786	3 383
Écart d'acquisition (note 8)	2 323	3 134
Terrains, constructions, matériel et mobilier	1 443	1 634
Autres actifs	12 973	12 009
	54 322	53 618
Total de l'actif	302 215 \$	278 040 \$
Passif		
Dépôts		
Particuliers	104 455 \$	100 942 \$
Banques	19 303	16 800
Entreprises et gouvernements	74 870	71 448
	198 628	189 190
Divers		
Acceptations	7 030	7 719
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	19 683	17 058
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	13 820	8 655
Réévaluation des instruments dérivés de négociation à la valeur du marché	27 409	25 954
Autres passifs	16 305	10 830
	84 247	70 216
Effets et débiteures subordonnés (note 5)	5 143	4 343
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 250	1 250
Avoir des actionnaires		
Capital social (note 6)		
Actions privilégiées	1 535	1 485
Actions ordinaires	3 078	2 846
Surplus d'apport	7	–
Bénéfices non répartis	8 327	8 710
	12 947	13 041
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	302 215 \$	278 040 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice en cours.

États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

(non vérifié, en millions de dollars)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net (perte nette)	501 \$	(405)\$	575 \$	129 \$
Rajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets				
Provision pour pertes sur créances	59	1 250	269	1 975
Coûts de restructuration	5	–	98	–
Amortissement	79	81	227	228
Amortissement des actifs incorporels	186	241	597	772
Dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	624	–
Gain à la vente de l'entreprise de tenue de comptes et de garde de fonds communs de placement	–	(22)	–	(40)
Charge au titre des options sur actions	2	–	7	–
Gains nets (pertes nettes) sur valeurs du compte de placement	(18)	8	–	(40)
Variations des actifs et passifs d'exploitation				
Impôts sur les bénéfices futurs	(2)	(254)	(155)	(508)
Impôts sur les bénéfices exigibles de l'exercice	189	(104)	603	(220)
Intérêts à recevoir et à payer	5	(522)	127	(415)
Valeurs du compte de négociation	(1 484)	3 556	(11 605)	(810)
Gains non réalisés et montants à recevoir sur les contrats de dérivés	1 131	(9 668)	(2 028)	(5 232)
Pertes non matérialisées et montants à payer sur les contrats de dérivés	(1 887)	8 497	1 455	4 277
Divers	2 344	(1 049)	3 655	(412)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 110	1 609	(5 551)	(296)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dépôts	(13 205)	3 869	9 438	13 031
Valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	(8 293)	(2 371)	5 165	4 691
Valeurs mobilières vendues à découvert	358	(549)	2 625	2 034
Émission d'effets et de débetures subordonnés	903	4	905	6
Remboursement d'effets et de débetures subordonnés	(21)	(1)	(105)	(818)
Actions ordinaires émises pour une contrepartie au comptant, déduction faite des frais	–	–	–	393
Actions ordinaires émises à l'exercice d'options	7	2	28	11
Actions ordinaires émises par suite du régime de réinvestissement des dividendes	71	53	204	112
Options sur actions ordinaires réglées au comptant, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	(1)	–	(24)
Émission d'actions privilégiées	–	–	550	–
Rachat d'actions privilégiées	(251)	–	(477)	–
Dividendes versés sur – actions privilégiées	(21)	(23)	(66)	(70)
– actions ordinaires	(183)	(180)	(545)	(538)
Divers	–	2	–	–
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(20 635)	805	17 722	18 828
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts productifs d'intérêts	(677)	(1 100)	(1 629)	(2 203)
Variation des valeurs du compte de placement				
Achats	(2 161)	(4 608)	(18 586)	(10 634)
Produit tiré des échéances	2 101	874	5 318	4 209
Produit tiré des ventes	2 507	1 272	13 711	5 783
Prêts	(1 495)	(4 029)	(4 083)	(6 838)
Produit des titrisations de prêts	3 729	758	6 363	(107)
Terrains, constructions, matériel et mobilier	(43)	(110)	(36)	(68)
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	15 754	4 260	(13 583)	(7 867)
Acquisitions et cessions, moins les espèces et quasi-espèces	–	31	–	(1 094)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	19 715	(2 652)	(12 525)	(18 819)
Variations nettes des espèces et quasi-espèces	190	(238)	(354)	(287)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 358	1 912	1 902	1 961
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période représentées par l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	1 548 \$	1 674 \$	1 548 \$	1 674 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie				
Montant des intérêts payés au cours de la période	1 529 \$	1 742 \$	4 469 \$	5 366 \$
Montant des impôts sur les bénéfices payés au cours de la période	77	(23)	205	451
Dividendes par action ordinaire	0,28	0,28	0,84	0,84

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice en cours.

États consolidés intermédiaires des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

(non vérifié, en millions de dollars)

	Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Actions privilégiées		
Solde au début de la période	1 485 \$	1 492 \$
Gain ou perte de change sur les actions émises en une monnaie étrangère	(23)	(1)
Produit d'émissions d'actions émises pour une contrepartie au comptant	550	–
Rachats d'actions	(477)	–
Solde à la fin de la période	1 535	1 491
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	2 846	2 259
Produit des actions émises pour une contrepartie au comptant	–	400
Produit des actions émises à l'exercice d'options	28	11
Produit des actions émises par suite du régime de réinvestissement des dividendes	204	112
Solde à la fin de la période	3 078	2 782
Surplus d'apport		
Solde au début de la période	–	–
Charge au titre des options sur actions (note 1)	7	–
Solde à la fin de la période	7	–
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	8 710	9 653
Revenu net (perte nette)	575	129
Dividendes sur actions privilégiées	(66)	(70)
Dividendes sur actions ordinaires	(545)	(538)
Gains ou pertes de change, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(338)	51
Options sur actions réglées au comptant, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	(24)
Divers	(9)	(7)
Solde à la fin de la période	8 327	9 194
Total de l'avoir en actions ordinaires	11 412	11 976
Total de l'avoir des actionnaires	12 947 \$	13 467 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2002. Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et sont présentés selon les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2002, à l'exception des éléments décrits à la note 1.

NOTE 1 : MODIFICATIONS DE CONVENTION COMPTABLE

En date du 1^{er} novembre 2002, la Banque a adopté une nouvelle norme comptable sur les rémunérations à base d'actions. En vertu de cette norme, la Banque a choisi d'appliquer la méthode de la juste valeur pour la comptabilisation des options sur actions. Pour le troisième trimestre de 2003, la Banque a constaté dans l'état consolidé intermédiaire des résultats une charge de rémunération de 2 millions de dollars pour les options attribuées et de 7 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003. Aucune charge de rémunération n'a été comptabilisée pour les options en cours attribuées avant l'adoption de la nouvelle norme comptable. La juste valeur des options attribuées a été estimée à la date d'attribution selon le modèle d'évaluation Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes : i) un taux d'intérêt sans risque de 4,29 %; ii) une durée prévue de 5,5 ans des options; iii) un taux de

volatilité prévu de 32,3 % et iv) un rendement boursier prévu de 3,04 %. La juste valeur moyenne pondérée des 4 065 116 options attribuées au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2003 était de 8,94 \$ l'option.

Au 1^{er} février 2003, la Banque a adopté prospectivement la nouvelle note d'orientation concernant la comptabilité relative aux informations à fournir sur les garanties. La note d'orientation précise les informations que le garant doit fournir dans les états financiers sur ses obligations quant à certaines garanties, comme décrit à la note 9.

Le 1^{er} avril 2003, la Banque a adopté deux nouveaux abrégés du Comité canadien sur les problèmes nouveaux qui portent sur la comptabilisation des indemnités de départ et des prestations de cessation d'emploi et sur la comptabilisation des coûts rattachés aux opérations de retrait et de sortie (y compris les coûts engagés dans le cadre d'une restructuration). Selon les nouveaux abrégés, les coûts liés aux indemnités de départ ou de cessation d'emploi et les coûts liés à des opérations de retrait ou de sortie doivent généralement être constatés dès qu'ils sont engagés plutôt qu'à la date d'engagement d'un plan de retrait ou de sortie.

NOTE 2 : PROVISION GLOBALE POUR PERTES SUR CRÉANCES

La provision globale pour pertes sur créances de la Banque aux 31 juillet 2003 et 2002 est présentée dans le tableau de la page suivante.

(en millions de dollars)	31 juillet 2003				31 juillet 2002			
	Provision globale spécifique	Provision globale générale	Provision globale sectorielle	Total	Provision globale spécifique	Provision globale générale	Provision globale sectorielle	Total
Solde au début de l'exercice	1 074 \$	1 141 \$	1 285 \$	3 500 \$	179 \$	1 141 \$	– \$	1 320 \$
Provision pour pertes sur créances imputée à l'état consolidé intermédiaire des résultats	309	–	(40)	269	1 105	–	870	1 975
Transfert de la provision globale sectorielle à la provision globale spécifique	501	–	(501)	–	–	–	–	–
Radiations ¹	(1 175)	–	–	(1 175)	(572)	–	–	(572)
Recouvrements	91	–	37	128	99	–	–	99
Divers, y compris les variations du taux de change	(91)	–	(83)	(174)	1	–	–	1
Provision globale pour pertes sur créances à la fin de la période	709 \$	1 141 \$	698 \$	2 548 \$	812 \$	1 141 \$	870 \$	2 823 \$

¹ Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2003, des radiations de 24 millions de dollars ont été effectuées à l'égard des prêts restructurés (34 millions de dollars en 2002).

NOTE 3 : INFORMATIONS SECTORIELLES

La Banque mène ses activités par l'entremise des entreprises suivantes : Services bancaires personnels et commerciaux, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine. Les résultats de ces secteurs pour les trois et neuf mois terminés les 31 juillet 2003 et 2002 sont présentés dans les tableaux ci-après.

NOTE 4 : TITRISATIONS DE PRÊTS

Au cours du troisième trimestre, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement par la création de titres adossés à des créances immobilières et a touché un produit au comptant de 2 339 millions de dollars (1 273 millions de dollars au troisième trimestre de 2002). Aucune perte sur créances n'est prévue car

les hypothèques sont garanties par le gouvernement. L'incidence de cette opération sur le revenu net de la Banque du trimestre est négligeable.

Au cours du troisième trimestre, la Banque a également titrisé 1 500 millions de dollars de créances au titre de cartes de crédit et conservé les droits visant les intérêts excédentaires futurs sur les créances évalués à 27 millions de dollars. Le gain à la vente, déduction faite des frais de l'opération et des charges, s'est établi à 18 millions de dollars (11 millions de dollars après impôts et taxes). La Banque continue d'assurer la gestion des créances au titre des cartes de crédit. Les principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits vendus et conservés comportaient un taux de remboursement mensuel de 36,5 %, un taux d'actualisation de 3,89 % et des pertes de crédit anticipées de 3,29 %.

Résultats par secteur d'activité

<i>Pour les trois mois terminés les</i>	Services bancaires personnels et commerciaux	
	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenu d'intérêts net (en équivalence fiscale)	1 031 \$	1 020 \$
Provision pour pertes sur créances	105	132
Autres revenus	466	438
Frais autres que d'intérêts, compte non tenu de l'amortissement hors caisse des actifs incorporels	873	879
Revenu (perte) avant provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	519	447
Provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices (É.F.)	184	165
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	–	–
Revenu net (perte nette) – comptabilité de caisse	335 \$	282 \$
Amortissement hors caisse des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices		
Revenu net (perte nette) – comme présenté(e)		
Total de l'actif (<i>en milliards de dollars</i>) – bilan	113,3 \$	113,4 \$
– titrisé	23,9	21,5

<i>Pour les neuf mois terminés les</i>	Services bancaires personnels et commerciaux	
	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenu d'intérêts net (en équivalence fiscale)	3 062 \$	3 026 \$
Provision pour pertes sur créances	332	385
Autres revenus	1 328	1 277
Frais autres que d'intérêts, compte non tenu de l'amortissement hors caisse des actifs incorporels	2 590	2 615
Revenu (perte) avant provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	1 468	1 303
Provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices (É.F.)	518	476
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	–	–
Revenu net (perte nette) – comptabilité de caisse	950 \$	827 \$
Amortissement hors caisse des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices		
Revenu net (perte nette) – comme présenté(e)		

¹ Le rajustement selon l'équivalence fiscale est présenté dans les résultats de chaque secteur et éliminé dans le secteur du siège social.

En outre, au cours du troisième trimestre, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires commerciaux de 302 millions de dollars (89 millions de dollars au troisième trimestre de 2002) et a eu des échéances sur prêts titrisés précédemment et créances au titre des cartes de crédit de 412 millions de dollars (604 millions de dollars au troisième trimestre de 2002). Ainsi, le produit net du troisième trimestre tiré des titrisations de prêts s'est dégagé à 3 729 millions de dollars (758 millions de dollars au troisième trimestre de 2002).

NOTE 5 : DÉBENTURES ET BILLETS SUBORDONNÉS

Le 20 mai 2003, la Banque a émis des billets à moyen terme subordonnés à 5,69 % d'un montant en capital total de 900 millions de dollars et venant à échéance le 3 juin 2018.

NOTE 6 : CAPITAL SOCIAL

	31 juillet 2003	31 octobre 2002
(en milliers d'actions)		
Actions privilégiées émises par la Banque :		
Catégorie A – série G	–	7 000
Catégorie A – série H	9 000	9 000
Catégorie A – série I	16	16
Catégorie A – série J	16 384	16 384
Catégorie A – série K	–	6 000
Catégorie A – série L	–	2 000
Catégorie A – série M	14 000	–
Catégorie A – série N	8 000	–
Actions privilégiées émises par Société d'investissement hypothécaire TD :		
Série A	350	350
Actions ordinaires – en circulation	653 365	645 399
Options sur actions ordinaires – en circulation	25 404	23 859

Le 1^{er} mai 2003, la Banque a racheté la totalité des actions privilégiées de premier rang de catégorie A, série G au prix de 25 \$ US l'action.

Le 3 février 2003, la Banque a racheté la totalité des actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série K, en circulation, à 25 \$ l'action et la totalité des actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série L, en circulation, à 25 \$ US l'action. En outre, le 3 février 2003, la Banque a émis 14 millions d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série M («actions de série M») pour une contrepartie au comptant de 350 millions de dollars ou 25 \$ l'action. Le dividende trimestriel en espèces payable par action de série M, s'il est déclaré, sera de 0,29375 \$.

Le 30 avril 2003, la Banque a émis 8 millions d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série N («actions de série N») pour une contrepartie au comptant de 200 millions de dollars ou 25 \$ l'action. Le dividende trimestriel en espèces payable par action de série N, s'il est déclaré, sera de 0,2875 \$.

NOTE 7 : COÛTS DE RESTRUCTURATION

Au cours du deuxième trimestre, la Banque a annoncé une restructuration de l'unité internationale de son entreprise de gestion de patrimoine. La réduction du volume des activités de courtage à escompte à l'échelle mondiale a entraîné une capacité excédentaire, qui a influé sur la capacité de la Banque de gérer de façon rentable un modèle de courtage mondial. Les plans de restructuration de cette unité englobent la rationalisation des activités d'exploitation au R.-U. et des pourparlers avec des partenaires en coentreprise afin de s'entendre sur les plans appropriés pour gérer l'entreprise, compte tenu des volumes de négociation actuels. La Banque a constaté des coûts de restructuration avant impôts et taxes totalisant 26 millions de dollars, dont 21 millions de dollars au deuxième trimestre et 5 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2003. La restructuration a été achevée à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2003. Sur les 26 millions de dollars de coûts de restructuration avant impôts et taxes, 7 millions de dollars sont liés à la résiliation de baux et autres dépenses d'occupation de locaux, et les 19 millions de dollars restants des coûts de restructuration se rapportent à des réductions de coûts liés au développement de logiciels et de systèmes.

						(en millions de dollars)			
Services bancaires en gros		Gestion de patrimoine		Siège social'		Total			
31 juillet 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
380 \$	433 \$	113 \$	106 \$	(122)\$	(155)\$	1 402 \$	1 404 \$		
(40)	1 132	–	–	(6)	(14)	59	1 250		
167	98	471	418	89	84	1 193	1 038		
317	248	465	480	42	34	1 697	1 641		
270	(849)	119	44	(69)	(91)	839	(449)		
98	(307)	37	26	(123)	(95)	196	(211)		
–	–	–	–	23	13	23	13		
172 \$	(542)\$	82 \$	18 \$	31 \$	(9)\$	620 \$	(251)\$		
						119	154		
						501 \$	(405)\$		
156,5 \$	167,0 \$	20,4 \$	20,0 \$	12,0 \$	9,2 \$	302,2 \$	309,6 \$		
0,1	0,2	–	–	(5,9)	(6,6)	18,1	15,1		

Services bancaires en gros		Gestion de patrimoine		Siège social'		Total			
31 juillet 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
1 125 \$	1 061 \$	314 \$	319 \$	(264)\$	(494)\$	4 237 \$	3 912 \$		
(40)	1 649	–	–	(23)	(59)	269	1 975		
545	1 039	1 261	1 337	196	222	3 330	3 875		
1 398	959	1 665	1 459	154	86	5 807	5 119		
312	(508)	(90)	197	(199)	(299)	1 491	693		
97	(207)	89	93	(236)	(324)	468	38		
–	–	–	–	69	48	69	48		
215 \$	(301)\$	(179)\$	104 \$	(32)\$	(23)\$	954 \$	607 \$		
						379	478		
						575 \$	129 \$		

Au cours du deuxième trimestre, la Banque a aussi annoncé la restructuration du secteur américain de négociation d'options sur actions de ses services bancaires en gros. La baisse spectaculaire des marges et des volumes a été très néfaste pour ce secteur. Par conséquent, la Banque a conclu devoir procéder à un changement majeur de stratégie et se centrer uniquement sur l'équipe en négociation d'options sur actions centralisée à Chicago. La Banque a donc constaté un total de 72 millions de dollars de coûts de restructuration avant impôts et taxes au deuxième trimestre de l'exercice 2003. Sur les 72 millions de dollars de coûts de restructuration avant impôts et taxes, 31 millions de dollars ont trait

aux indemnités de départ et prestations d'aide versées aux employés; 10 millions de dollars sont liés à la résiliation de baux et autres dépenses d'occupation de locaux, et les 31 millions de dollars restants des coûts de restructuration se rapportent à des dépenses diverses et à des réserves de revenus découlant directement de la restructuration. La Banque estime que la restructuration sera achevée en grande partie avant la fin de l'exercice 2004.

Au 31 juillet 2003, le total du solde inutilisé des coûts de restructuration de 53 millions de dollars présenté dans le tableau de cette page a été inclus dans les autres passifs, au bilan consolidé.

Trois mois terminés le 31 juillet 2003

(en millions de dollars)	Ressources humaines	Biens immobiliers	Technologie	Autres	Total
Solde au début de la période	14 \$	29 \$	11 \$	20 \$	74 \$
Coûts de restructuration engagés au cours de la période					
Gestion de patrimoine	–	2	3	–	5
Montant utilisé au cours de la période					
Services bancaires personnels et commerciaux	–	4	–	–	4
Services bancaires en gros	3	2	1	6	12
Gestion de patrimoine	–	1	9	–	10
Solde à la fin de la période	11 \$	24 \$	4 \$	14 \$	53 \$

Neuf mois terminés le 31 juillet 2003

(en millions de dollars)	Ressources humaines	Biens immobiliers	Technologie	Autres	Total
Solde au début de la période	6 \$	29 \$	1 \$	– \$	36 \$
Coûts de restructuration engagés au cours de la période					
Services bancaires en gros	31	10	4	27	72
Gestion de patrimoine	–	7	19	–	26
Montant utilisé au cours de la période					
Services bancaires personnels et commerciaux	–	15	–	–	15
Services bancaires en gros	26	2	2	13	43
Gestion de patrimoine	–	5	18	–	23
Solde à la fin de la période	11 \$	24 \$	4 \$	14 \$	53 \$

NOTE 8 : DÉPRÉCIATION DE L'ÉCART D'ACQUISITION

Au cours du deuxième trimestre, la Banque a révisé la valeur de l'écart d'acquisition attribué à l'unité internationale de son entreprise de gestion de patrimoine et elle a déterminé qu'une perte de valeur était survenue dans cette entreprise étant donné que la réduction du volume des activités de courtage à escompte à l'échelle mondiale a influé sur la capacité de la Banque d'exercer de façon rentable une entreprise de courtage mondiale. Par conséquent, une perte de 274 millions de dollars pour dépréciation de l'écart d'acquisition a été imputée aux résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2003.

En outre, au cours du deuxième trimestre, la Banque a revu la valeur de l'écart d'acquisition attribué à son secteur américain de négociation d'options sur actions de ses services bancaires en gros et elle a déterminé qu'une perte de valeur était survenue dans ce secteur étant donné la baisse spectaculaire des marges et des volumes. La Banque a déterminé que les avantages attendus de l'acquisition du secteur américain de négociation d'options sur actions au cours de l'exercice 2002 ne s'étaient pas matérialisés. Par conséquent, une charge de 350 millions de dollars pour dépréciation de l'écart d'acquisition avant impôts et taxes a été imputée aux résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2003, et des actifs d'impôts futurs connexes de 117 millions de dollars ont été constatés pour une charge après impôts et taxes de 233 millions de dollars.

NOTE 9 : GARANTIES

Une garantie s'entend d'un contrat qui peut obliger éventuellement la Banque à faire des paiements à une partie i) en raison de changements dans un sous-jacent, représentant un taux d'intérêt, un taux de change, le prix d'une valeur mobilière ou d'une marchandise, un indice de prix ou une autre variable, qui est lié à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie; ii) en raison de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une autre partie; ou

iii) en raison du manquement d'une autre partie à son obligation de rembourser sa dette à l'échéance.

Les garanties importantes que la Banque a fournies à d'autres parties comprennent les suivantes :

Garanties financières à première demande et garanties de bonne fin à première demande

Les garanties financières à première demande et les garanties de bonne fin à première demande représentent des engagements irrévocables de la Banque d'effectuer des paiements dans le cas où un client manquerait à ses obligations envers d'autres parties et elles comportent les mêmes risques de crédit, recours et exigences quant aux sûretés que les prêts consentis aux clients. En général, la durée de ces lettres de crédit ne dépasse pas quatre ans.

Actifs vendus avec recours

Relativement à la vente de certains actifs, la Banque fait habituellement des recommandations sur les actifs sous-jacents à l'égard desquels elle peut avoir une obligation de racheter les actifs ou d'indemniser l'acheteur de toute perte. La durée de ces garanties ne dépasse pas quatre ans.

Améliorations des termes de crédit

La Banque garantit des paiements à des contreparties dans le cas où les améliorations des termes de crédit de tiers à l'appui d'une catégorie d'actifs seraient insuffisantes. La durée de ces facilités de crédit est de 10 à 17 ans.

Options de vente position vendeur

Les options de vente position vendeur sont des contrats en vertu desquels la Banque concède à l'acheteur le droit futur, mais non l'obligation, de vendre, à une date déterminée ou avant, une part précise d'un instrument financier à un prix convenu au moment où l'option est conclue et qui peut être réglé en nature ou en espèces.

Les options de vente position vendeur peuvent être utilisées par la contrepartie pour couvrir le risque de change, le risque de crédit, le risque sur marchandises et le risque de taux d'intérêt. La Banque ne cherche pas à déterminer, aux fins comptables, si les clients concluent ces contrats d'instrument dérivé à des fins de négociation ou de couverture et n'a pas déterminé si le bénéficiaire de la garantie possède l'actif ou le passif rattaché à un sous-jacent. Par conséquent, la Banque ne peut déterminer quels contrats constituent des «garanties» suivant la définition qui en est donnée dans la note d'orientation concernant la comptabilité. La Banque emploie un cadre de risque pour définir les tolérances aux risques et elle établit des limites visant à assurer que les pertes ne dépassent pas les limites prédéfinies acceptables. En raison de la nature de ces contrats, la Banque ne peut faire d'estimations raisonnables du montant maximal à verser éventuellement à des contreparties.

Ententes d'indemnisation

Dans le cours normal de ses activités, la Banque prévoit des indemnisations dans des ententes avec diverses contreparties à des opérations, comme des ententes de prestation de services, des opérations de crédit-bail et des ententes liées à des acquisitions et à des cessions. En vertu de ces ententes, la Banque peut être tenue d'indemniser les contreparties des coûts engagés par suite de diverses éventualités, comme des modifications des lois et des règlements et des demandes en litige. Étant donné la nature des ententes d'indemnisation, la Banque n'est pas en mesure de procéder à une estimation raisonnable du montant maximal qu'elle pourrait éventuellement être tenue de verser à ces contreparties.

Le tableau ci-après contient un résumé, au 31 juillet 2003, du montant maximal des paiements futurs qui pourraient devoir être versés en vertu des accords de garantie, compte non tenu des recouvrements possibles par des dispositions de recours ou des sûretés détenues ou données en garantie.

(en millions de dollars)	31 juillet 2003
Garanties financières à première demande et	
garanties de bonne fin à première demande	7 327 \$
Actifs vendus sans recours	1 921
Améliorations des termes de crédit	128
Total	<u>9 376 \$</u>

NOTE 10 : MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Au cours du deuxième trimestre, le Conseil des normes comptables du Canada a approuvé une nouvelle note d'orientation concernant la comptabilité sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables. La note d'orientation est harmonisée à la norme récemment publiée aux États-Unis pour les entités à détenteurs de droits variables et entrera en vigueur au deuxième trimestre de l'exercice financier 2004 de la Banque. La Banque évalue actuellement l'incidence de la nouvelle note d'orientation, mais ne peut la quantifier pour le moment.

NOTE 11 : FAIT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 15 août 2003, la Banque a annoncé son projet d'acquisition de 57 succursales de la Banque Laurentienne à l'extérieur du Québec, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. Le prix d'achat entièrement au comptant reflète la valeur des actifs acquis moins les passifs pris en charge plus une prime de 112,5 millions de dollars. L'acquisition devrait être conclue le 31 octobre 2003.

Renseignements à l'intention des actionnaires et des investisseurs

Services aux actionnaires

Appeler le Service de relations avec les actionnaires au 1 866 756-8936

Appeler sans frais au Canada ou aux États-Unis : 1 800 4NEWS-TD (1 800 463-9783). À Toronto, composer : (416) 982-NEWS [(416) 982-6397]. À l'étranger, appeler au 1 866 756-8936

Internet – site Web : www.td.com

Internet – courrier électronique : customer.service@td.com

Renseignements généraux

Finances : Communiquer avec les Affaires internes et publiques au (416) 982-8578

Produits et services : Communiquer avec TD Canada Trust, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 : 1 800 895-4463
Anglais : 1 866 567-8888
Cantonais/mandarin : 1 800 387-2828
Service téléphonique à l'intention des malentendants : 1 800 361-1180

Assemblée annuelle

Le jeudi 25 mars 2004
Shaw Conference Centre
Edmonton, Alberta

Présentation en direct aux investisseurs : Des états financiers complets et une présentation aux investisseurs et analystes (disponible le 28 août) sont accessibles à partir de la page d'accueil du site Web du Groupe Financier Banque TD, à l'adresse www.td.com, en cliquant sur *The Toronto-Dominion Bank 2003 3rd Quarter Results*.

Diffusion sur le Web d'une conférence téléphonique : Une diffusion en direct audio et vidéo par Internet de la conférence téléphonique sur les résultats trimestriels du Groupe Financier Banque TD avec des investisseurs et analystes est prévue pour le 28 août 2003 à 15 h HAE. La conférence est diffusée sur le site Web du Groupe Financier Banque TD à l'adresse www.td.com. De plus, des enregistrements des présentations sont archivés sur le site Web de TD et seront disponibles pour écoute pendant au moins un mois.

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels

Une reprise instantanée de la téléconférence est disponible du 28 août au 28 septembre 2003. Composer sans frais le 1 877 289-8525, ou le (416) 640-1917 à Toronto, mot de passe 21011661 (touche carré).

Logiciel requis pour la diffusion sur le Web : Un explorateur Navigator 4.5 ou Microsoft Internet Explorer 4.0 ou une version supérieure est nécessaire pour avoir accès à la diffusion sur le Web par Internet. Real Player est également requis. Pour télécharger Real Player, visiter le site www.real.com.